

Paris, le 16 mai 2022

Errance et maltraitance des usager·es de crack, mépris des habitant·es et des professionnel·les : mairie et gouvernement ne sont toujours pas à la hauteur !

Communiqué de Danièle Obono, députée de Paris (La France insoumise)

Depuis des mois, un coupable ping-pong se déroule entre le gouvernement d'Emmanuel Macron et la mairie de Paris d'Anne Hidalgo au sujet de la prise en charge des usager·es de crack du Nord-Est parisien. Après leur énième déplacement aux abords du square Forceval (19e) en septembre dernier, les deux exécutifs ne sont toujours pas parvenus à mettre en œuvre de concert les mises à l'abri et "prises en charge globales, sociales et sanitaires" urgemment nécessaires.

Usager·es de drogues, riverain·es et professionnel·les de la réduction des risques et du soin sont aujourd'hui épuisé·es par ce statu quo qui transpire le mépris et l'inconséquence. Car les guéguerres politiciennes et l'inertie qu'elles entraînent ont des conséquences très concrètes sur le terrain :

- une santé chaque jour un peu plus dégradée pour les quelques 200 usager·es du square Forceval ;
- des équipes de professionnel·les qui doivent jongler entre le turn-over des équipes de travailleur·euses sociales et l'incapacité à recruter des professionnel·les de santé du fait du manque de reconnaissance et des salaires trop bas ;
- des riverain·es qui perdent légitimement patience et qui las de cette inaction seront bientôt dans l'incapacité d'entendre la multiplicité des formes d'action que requiert la prise en charge de cette problématique.

Les réponses pour dénouer cette situation problématique sont pourtant connues. Je les ai moi-même rappelées lors de mes interpellations répétées au gouvernement et à la mairie centrale depuis 2018. Elles passent par la mise en place d'une politique globale, articulant l'ouverture de centres d'accueil et de soins, des mesures de réduction des risques (dont des espaces de consommation), un accompagnement médico-social complet avec une démarche de ré-insertion socio-professionnelle, etc.

Les outils législatifs nécessaires à la mise en œuvre de ces solutions ont été votés il y a maintenant plusieurs mois. Il ne tient qu'au gouvernement, en coordination avec la mairie de Paris, de les appliquer. La dignité des usager·es de drogues et le respect des riverain·es concernées et des professionnel·es impliqués l'exige.